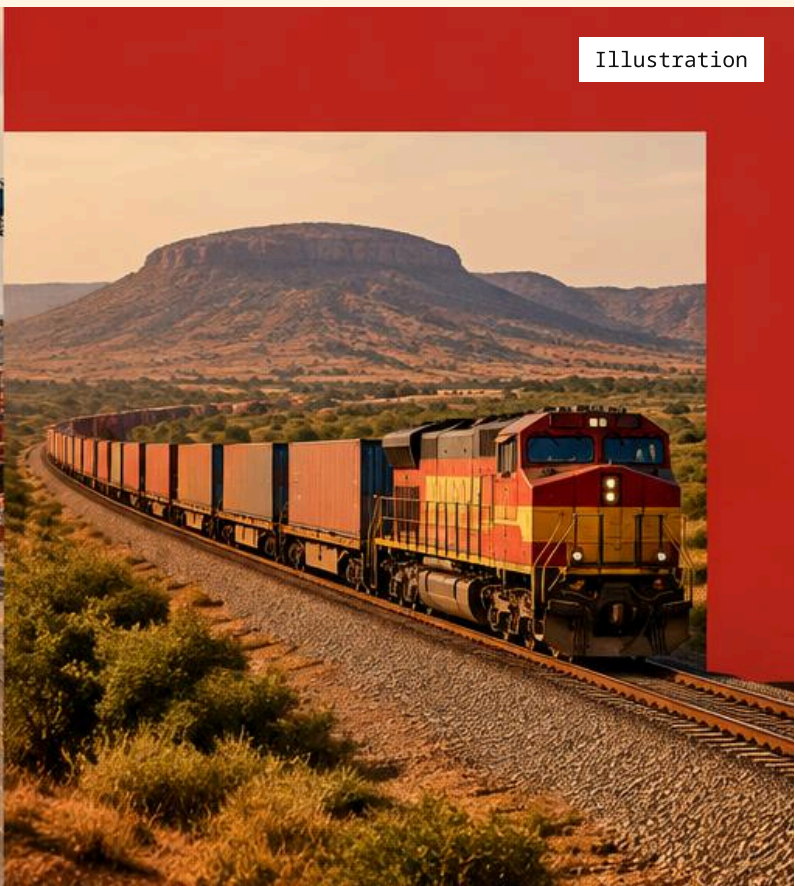




Illustration



Afrique 2030 — le vrai test de la croissance

Investir aujourd'hui pour une Afrique plus forte

Mesurer avant d'annoncer

Les chiffres de croissance font les titres ; ce sont les usines, les réseaux électriques, les rails et les compétences qui font les économies. Ce premier numéro de PANAFRI INSIGHTS part d'une question simple : que disent réellement les institutions publiques sur la trajectoire africaine, et où se situent les écarts entre annonces et réalisations ?

Nous avons fait un choix de méthode : chaque chiffre cité renvoie à sa source primaire, avec l'année et la zone géographique exactes. Lorsqu'une donnée n'existe pas, nous ne l'inventons pas ; lorsque nous analysons, nous le signalons. Aucun chiffre de ce numéro ne provient d'un sondage PanAfri : nos résultats d'enquête sont publiés séparément, avec leur méthodologie.

Sommaire

- 01** CROISSANCE Une croissance qui accélère, mais qui doit encore se transformer

- 02** INDUSTRIALISATION Industrialisation : un progrès réel, une part mondiale encore marginale

- 03** INVESTISSEMENT IDE : un recul après une année exceptionnelle

- 04** ÉNERGIE Électricité : 600 millions de personnes toujours sans accès

- 05** NUMÉRIQUE Le mobile, moteur discret de l'économie africaine

- 06** INTELLIGENCE ARTIFICIELLE IA : les prérequis avant les promesses

- 07** INFRASTRUCTURES Rail : la BAD et l'Allemagne posent un premier jalon

- 08** FINANCEMENT DU COMMERCE Tanzanie : une garantie pour débloquent le commerce

- 09** MINÉRAUX CRITIQUES Minéraux critiques : de la mine à l'usine

- 10** EMPLOI ET COMPÉTENCES Jusqu'à 12 millions de nouveaux actifs chaque année

- 11** DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE Canada-Angola : une relation économique à structurer

- 12** Leaders — Visages du business africain

- 13** Prochains sondages PANAFRI

- 14** Méthodologie et sources

Une croissance qui accélère, mais qui doit encore se transformer

En Afrique subsaharienne, la Banque mondiale prévoit une croissance de 4,3 % en 2026, après 4,1 % en 2025.



Illustration · image générée

La Banque mondiale estime la croissance de l'Afrique subsaharienne à 4,1 % en 2025 et la prévoit à 4,3 % en 2026. Le chiffre concerne cette zone précise : il ne s'applique ni à l'Afrique du Nord ni au continent dans son ensemble, dont les dynamiques diffèrent.

Une croissance de cet ordre reste insuffisante si elle ne se traduit pas par une hausse durable du revenu par habitant. Avec une population encore en forte progression, une partie de l'expansion du PIB est absorbée par la démographie. La qualité de la croissance — emplois formels, productivité, recettes publiques — compte davantage que son rythme brut.

Le vrai test d'ici 2030 est donc celui de la transformation : passer d'une croissance tirée par les matières premières et la consommation à une croissance portée par l'investissement productif, l'industrie et les services à forte valeur ajoutée.

Croissance du PIB, Afrique subsaharienne

2025		4,1%
2026 (prév.)		4,3%

DÉCRYPTAGE

Croissance du PIB et niveau de vie ne sont pas synonymes : ce qui importe pour les ménages, c'est le PIB par habitant et sa répartition.

Note méthodologique. Estimation 2025 et prévision 2026 de la Banque mondiale pour l'Afrique subsaharienne. Les prévisions sont révisables.

Source : Banque mondiale — Afrique

<https://www.worldbank.org/ext/en/region/afr>

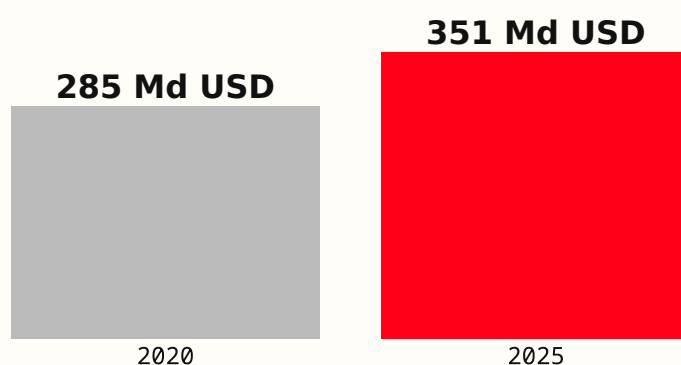
Industrialisation : un progrès réel, une part mondiale encore marginale

La valeur ajoutée manufacturière africaine est passée de 285 à 351 milliards de dollars entre 2020 et 2025, selon la BAD.

LE MOMENT D'ACCÉLÉRER



Valeur ajoutée manufacturière de l'Afrique



< 2 %

de la production manufacturière mondiale

1,4 %

des exportations manufacturières mondiales

DÉCRYPTAGE

La production progresse en valeur, mais le continent pèse encore très peu dans l'industrie mondiale. L'enjeu n'est plus de démarrer : c'est de changer d'échelle.

Photographie d'illustration générée • infographie PanAfri d'après : BAD – Indice de l'industrialisation en Afrique 2025

D'après l'Indice de l'industrialisation en Afrique 2025 de la Banque africaine de développement, la valeur ajoutée manufacturière du continent atteint 351 milliards de dollars en 2025, contre 285 milliards en 2020. La progression est réelle et témoigne d'un tissu productif qui se densifie dans plusieurs pays.

Mais l'échelle reste modeste : l'Afrique pèse moins de 2 % de la production manufacturière mondiale et 1,4 % des exportations manufacturières mondiales. Autrement dit, l'essentiel de la valeur créée à partir des ressources du continent l'est encore ailleurs.

Les leviers identifiés sont connus : énergie fiable et compétitive, logistique, accès au financement, compétences techniques et marchés régionaux intégrés. La Zone de libre-échange continentale ouvre un marché ; il reste à y produire.

Valeur ajoutée manufacturière de l'Afrique

2020		285 Md\$
2025		351 Md\$

DÉCRYPTAGE

La valeur ajoutée mesure ce qui est réellement créé localement, au-delà de la simple valeur des produits vendus.

Note méthodologique. Données de l'Indice de l'industrialisation en Afrique 2025 (BAD), en dollars américains.

Source : BAD — Indice de l'industrialisation en Afrique 2025

<https://www.afdb.org/fr/documents/indice-de-lindustrialisation-en-afrique-2025>

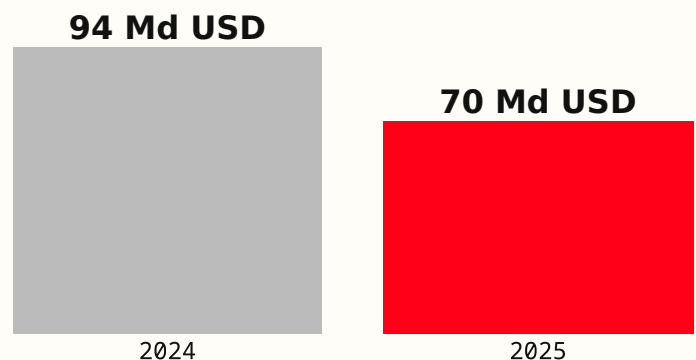
IDE : un recul après une année exceptionnelle

Les investissements directs étrangers en Afrique ont atteint 70 milliards de dollars en 2025, contre 94 milliards en 2024.

DES CAPITAUX PLUS EXIGEANTS



Investissements directs étrangers entrants en Afrique



Variation calculée par PanAfri : $(70 - 94) / 94 \approx -25,5 \%$.

≈
-25,5
%
entre 2024 et
2025

3e
niveau le plus
élevé depuis
1990 (2025)

DÉCRYPTAGE

Le recul suit une année 2024 exceptionnelle. Les investisseurs restent présents, mais sélectionnent davantage : la transformation industrielle des projets devient le vrai critère.

Selon la CNUCED, les flux d'investissements directs étrangers vers l'Afrique se sont établis à 70 milliards de dollars en 2025, après 94 milliards en 2024. Le niveau de 2025 reste le troisième plus élevé depuis 1990 : il ne s'agit ni d'un effondrement, ni d'un record historique.

L'année 2024 avait été gonflée par des opérations d'ampleur exceptionnelle. La comparaison d'une année sur l'autre doit donc être lue avec prudence : quelques grands projets suffisent à déplacer fortement les totaux continentaux.

La CNUCED souligne un enjeu central : attirer l'investissement stratégique est une chose, le transformer en industrie en est une autre. Les politiques de contenu local, la stabilité réglementaire et l'existence de fournisseurs locaux déterminent la part de valeur qui reste sur place.

IDE entrants en Afrique



DÉCRYPTAGE

Un IDE en baisse ne signifie pas un désintérêt : la composition (secteurs, emplois créés) compte autant que le montant.

Note méthodologique. Flux d'IDE entrants publiés par la CNUCED, en dollars américains courants.

Source : CNUCED — Africa is winning strategic investment again

<https://unctad.org/news/africa-winning-strategic-investment-again-turning-it-industry-harder-part>

Électricité : 600 millions de personnes toujours sans accès

L'AIE estime à environ 600 millions le nombre d'Africains privés d'électricité et chiffre le besoin d'investissement à 15 milliards de dollars par an.

ÉLECTRIFIER POUR TRANSFORMER



≈ 600
M

d'Africains sans accès à l'électricité (situation actuelle, estimation AIE — pas une projection 2030)

≈ 15
Md
USD

d'investissement par an nécessaires jusqu'en 2030 pour l'accès universel (AIE)

DÉCRYPTAGE

Le besoin de financement est connu et chiffré. Ce qui manque, ce sont des projets bancables et des réseaux capables d'acheminer l'électricité jusqu'aux usages productifs.

Photographie d'illustration générée · infographie PanAfri d'après : AIE — Financing Electricity Access in Africa

Dans son rapport 2025 sur le financement de l'accès à l'électricité en Afrique, l'Agence internationale de l'énergie évalue à environ 600 millions le nombre de personnes sans accès à l'électricité sur le continent. Atteindre l'accès universel nécessiterait de l'ordre de 15 milliards de dollars d'investissement par an.

L'accès ne dit pas tout : être raccordé au réseau ne garantit ni un courant stable, ni un prix abordable. Les coupures répétées pèsent sur les entreprises, qui investissent dans des groupes électrogènes coûteux, et freinent l'industrialisation décrite plus haut.

Les solutions décentralisées — mini-réseaux et solaire hors réseau — progressent rapidement dans les zones rurales, tandis que les réseaux nationaux restent indispensables pour l'industrie. Le financement concessionnel et la solidité financière des compagnies d'électricité sont les deux verrous majeurs.

≈ **600 M**

personnes sans électricité (AIE, rapport 2025)

15 Md\$/an

investissement estimé pour l'accès universel

DÉCRYPTAGE

Couverture du réseau et qualité du service sont deux indicateurs distincts : le premier compte les raccordements, le second les heures de courant utilisable.

Note méthodologique. Estimations de l'AIE, ordres de grandeur arrondis.

Source : AIE — Financing Electricity Access in Africa

<https://www.iea.org/reports/financing-electricity-access-in-africa>

Le mobile, moteur discret de l'économie africaine

Les technologies mobiles ont contribué pour 240 milliards de dollars à l'économie africaine en 2025, soit 7,8 % du PIB, selon la GSMA.

LE MOBILE CHANGE D'ÉCHELLE



Part du PIB africain générée par les technologies mobiles en 2025

7,8 %



**240 Md
USD**

de contribution à
l'économie
africaine en 2025

13 M

d'emplois
soutenus en 2025

DÉCRYPTAGE

Le mobile n'est plus un secteur parmi d'autres : il sert d'infrastructure au paiement, au commerce et aux services publics. Chiffres 2025, et non une projection.

Photographie d'illustration générée · infographie PanAfri d'après : GSMA – Mobile technologies contributed \$240 billion to Africa's economy in 2025

La GSMA évalue la contribution des technologies et services mobiles à 240 milliards de dollars en 2025, soit 7,8 % du PIB africain. L'écosystème soutient environ 13 millions d'emplois, directs et indirects.

Le paiement mobile a transformé l'accès aux services financiers dans plusieurs régions, bien avant la généralisation des comptes bancaires. Le smartphone devient progressivement la porte d'entrée vers l'administration, la santé, l'éducation et le commerce.

Les écarts restent importants : coût des appareils et des données, couverture inégale dans les zones rurales, compétences numériques. La GSMA décrit une nouvelle phase de la transformation numérique, où l'enjeu n'est plus seulement la couverture mais l'usage effectif.

240 Md\$

contribution du mobile en 2025

7,8 %

du PIB africain

13 M

emplois soutenus

DÉCRYPTAGE

La « contribution au PIB » de la GSMA inclut des effets indirects estimés par modélisation : c'est un ordre de grandeur, pas une comptabilité nationale.

Note méthodologique. Estimations GSMA Intelligence publiées en 2026 pour l'année 2025.

Source : GSMA — communiqué 2026

<https://www.gsma.com/newsroom/press-release/mobile-technologies-contributed-240-billion-to-africas-economy-in-2025-as-the-continent-enters-a-new-phase-of-digital-transformation/>

IA : les prérequis avant les promesses

Analyse PanAfri : l'intelligence artificielle ne créera de valeur en Afrique que si cinq conditions de base sont réunies.



Illustration · image générée

L'intelligence artificielle est souvent présentée comme un raccourci vers le développement. Notre lecture est plus prudente : ses bénéfices dépendent d'infrastructures qui conditionnent déjà l'économie numérique — énergie stable, connectivité abordable, centres de données, données de qualité et compétences.

Les données sont le point le plus sous-estimé. Des registres administratifs incomplets, des statistiques irrégulières ou des langues locales peu représentées dans les corpus limitent la pertinence des modèles. Investir dans la statistique publique est, en ce sens, une politique d'IA.

Les cas d'usage les plus prometteurs sont concrets : agriculture (prévisions, conseil aux producteurs), santé (aide au diagnostic, logistique des médicaments), services financiers (évaluation du crédit), administration (traitement des demandes). Ils exigent une gouvernance des données personnelles claire et des compétences locales pour adapter les outils.

1

Énergie

2

Connectivité

3

Données

4

Compétences

5

Cas d'usage

DÉCRYPTAGE

Cet article est une analyse éditoriale PanAfri. Il ne contient ni résultat de sondage ni chiffre de source tierce.

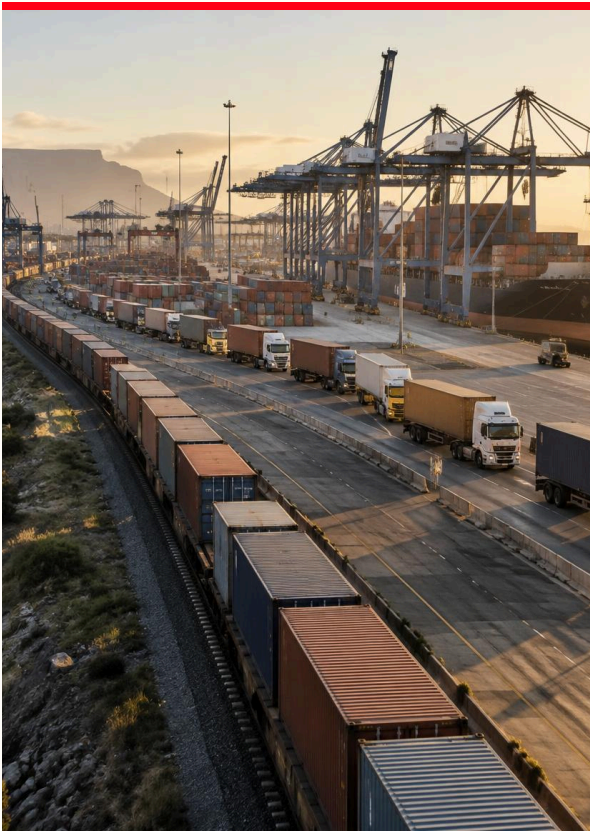
Note méthodologique. Analyse qualitative de la rédaction PanAfri, sans donnée chiffrée.

Analyse éditoriale PanAfri — aucun chiffre de source tierce.

Rail : la BAD et l'Allemagne posent un premier jalon

Le 30 septembre 2026, la Banque africaine de développement et l'Allemagne se sont alliées dans le ferroviaire pour renforcer la connectivité régionale.

CONNECTER POUR ACCÉLÉRER



30/09/2026 • Signée

Lettre d'intention BAD – Allemagne (rail)

06/10/2026 • Annoncée

Garantie de transaction 10 M USD — Exim Bank Tanzanie

— • Non annoncé

Projets ferroviaires financés et livrés

Lettre d'intention

BAD – Allemagne sur le ferroviaire, signée le 30/09/2026 (jalon, pas un projet achevé)

10 M USD

garantie de transaction BAD pour Exim Bank Tanzanie, annoncée le 06/10/2026 (pas un prêt en espèces)

DÉCRYPTAGE

Deux engagements récents, deux natures différentes : un cadre de coopération et un instrument de garantie. Ni l'un ni l'autre n'est encore un corridor en service.

La Banque africaine de développement et l'Allemagne ont annoncé le 30 septembre 2026 une coopération dans le secteur ferroviaire, formalisée par une lettre d'intention. L'objectif affiché est de renforcer la connectivité et l'intégration régionales du continent.

Une lettre d'intention n'est ni un financement définitif, ni un chantier lancé, encore moins un train en circulation. Elle fixe un cadre de coopération ; les projets, leurs montants et leurs calendriers devront être précisés par des accords ultérieurs.

L'enjeu est considérable : le transport ferroviaire de marchandises reste peu développé en Afrique, alors qu'il réduit fortement le coût logistique par tonne sur longue distance. Pour les pays enclavés, la connexion aux ports est une condition de compétitivité.

- **Lettre d'intention** — 30 sept. 2026
- **Projets et financements définis** — non annoncé
- **Travaux** — non annoncé
- **Mise en service** — non annoncé

DÉCRYPTAGE

Lettre d'intention, accord de financement, mise en service : trois étapes distinctes, souvent confondues dans les annonces.

Note méthodologique. Communiqué officiel de la BAD. Les étapes suivantes sont indicatives et non annoncées.

Source : BAD — communiqué du 30 septembre 2026

<https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/la-banque-africaine-de-developpement-et-lallemagne-sallient-dans-le-ferroviaire-pour-renforcer-la-connectivite-regionale-en-afrique-97189>

Tanzanie : une garantie pour débloquer le commerce

La BAD a accordé à Exim Bank Tanzania une facilité de garantie de transactions de 10 millions de dollars, signée le 28 septembre et annoncée le 6 octobre 2026.



Illustration • image générée

La Banque africaine de développement et Exim Bank Tanzania ont signé le 28 septembre 2026 une facilité de garantie de transactions commerciales de 10 millions de dollars, annoncée le 6 octobre. Le mécanisme peut couvrir jusqu'à 100 % du risque de non-paiement sur les opérations éligibles.

Il ne s'agit pas d'un prêt de 10 millions de dollars versé en liquide : la garantie rassure les banques correspondantes internationales, qui acceptent alors de confirmer des lettres de crédit et de financer des importations et exportations qu'elles auraient refusées.

Le déficit de financement du commerce pèse particulièrement sur les petites et moyennes entreprises africaines. Les garanties ont un effet multiplicateur : un même montant peut soutenir plusieurs rotations d'opérations au cours de l'année.

Part maximale du risque de non-paiement couverte

Couverture
maximale



100%

DÉCRYPTAGE

Une garantie couvre un risque ; elle ne mobilise de l'argent qu'en cas de défaut de paiement.

Note méthodologique. Communiqué officiel de la BAD du 6 octobre 2026.

Source : BAD — communiqué du 6 octobre 2026

<https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/banque-africaine-developpement-exim-bank-tanzania-97321>

Minéraux critiques : de la mine à l'usine

Analyse PanAfri : la transition énergétique mondiale ouvre une fenêtre, à condition de remonter la chaîne de valeur.



Illustration · image générée

Le cobalt, le cuivre, le manganèse, le lithium ou le graphite alimentent les batteries et les réseaux électriques de la transition énergétique. Plusieurs pays africains disposent de gisements importants, mais l'essentiel du raffinage et de la transformation s'effectue hors du continent.

La chaîne de valeur se lit en quatre étapes : extraction, raffinage, transformation en composants, puis emplois qualifiés et industries connexes. Chaque étape supplémentaire réalisée localement multiplie la valeur retenue — mais exige énergie, capitaux, compétences et accès aux marchés, les mêmes contraintes que celles relevées par l'Indice de l'industrialisation de la BAD.

Nous ne publions volontairement ni carte de gisements ni volumes : faute de données consolidées et vérifiées, un tel visuel donnerait une fausse précision. Le débat utile porte sur les politiques de transformation locale, la transparence des contrats et la formation.

Extraction → Raffinage → Transformation → Emplois

DÉCRYPTAGE

Analyse éditoriale PanAfri, appuyée sur le constat industriel de la BAD ; aucune quantité de production n'est citée.

Note méthodologique. Analyse qualitative ; contexte industriel tiré de l'Indice de l'industrialisation en Afrique 2025.

Source : BAD — Indice de l'industrialisation en Afrique 2025

<https://www.afdb.org/fr/documents/indice-de-lindustrialisation-en-afrique-2025>

Jusqu'à 12 millions de nouveaux actifs chaque année

Selon la Banque mondiale, jusqu'à 12 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail africain.



Illustration · image générée

En annonçant en mai 2026 le doublement de ses garanties pour l'Afrique, le Groupe de la Banque mondiale rappelait que jusqu'à 12 millions de nouveaux entrants rejoignent chaque année le marché du travail africain. C'est l'un des défis structurants de la décennie.

La difficulté ne tient pas seulement au nombre d'emplois, mais à leur nature. Une large part de l'activité reste informelle : revenus irréguliers, absence de protection sociale, faible productivité. Créer des emplois formels suppose des entreprises qui grandissent, donc du crédit, de l'énergie et des marchés.

Les compétences constituent le second levier : formation technique adaptée aux besoins des entreprises, apprentissage, compétences numériques. Le lien avec l'investissement est direct : la Banque mondiale mise sur les garanties pour attirer les capitaux privés capables de créer ces emplois.

12 M

nouveaux entrants par an, au plus (Banque mondiale)

DÉCRYPTAGE

« Jusqu'à 12 millions » est un ordre de grandeur annuel donné par la Banque mondiale, pas un comptage exact.

Note méthodologique. Chiffre cité dans le communiqué de la Banque mondiale du 19 mai 2026.

Source : Banque mondiale — communiqué du 19 mai 2026

<https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/05/19/world-bank-group-to-double-guarantees-for-af-rica-to-catalyze-investment-create-jobs>

Canada-Angola : une relation économique à structurer

Le 22 septembre 2026, le premier ministre Mark Carney a rencontré le président angolais João Lourenço.



Illustration · image générée

Selon le compte rendu officiel du Cabinet du premier ministre du Canada, Mark Carney a rencontré le 22 septembre 2026 le président de l'Angola, João Lourenço. Les échanges ont porté sur la coopération économique entre les deux pays.

Le compte rendu indique que les exportations canadiennes vers l'Angola ont dépassé 200 millions de dollars canadiens en 2025. Des négociations sont en cours en vue d'un protocole ; à la date de publication de ce numéro, il n'est pas signé.

Pour le Canada, l'Afrique représente un relais de diversification commerciale ; pour l'Angola, la coopération peut appuyer la diversification au-delà des hydrocarbures. Les suites concrètes dépendront de la conclusion des négociations.

> 200 M\$ CA

exportations canadiennes vers l'Angola
en 2025

En cours

négociation d'un protocole, non signé

DÉCRYPTAGE

Un compte rendu officiel relate une rencontre ; il n'équivaut pas à un accord signé.

Note méthodologique. Compte rendu officiel du Cabinet du premier ministre du Canada, 22 septembre 2026.

Source : Premier ministre du Canada — compte rendu du 22 septembre 2026

<https://www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/comptes-rendus/2026/09/22/premier-ministre-carney-rencontre-president-de-langola-joao>

Celles et ceux qui transforment l'économie

CAMEROUN • TECHNOLOGIES D'ENTREPRISE

Rebecca Enonchong

Fondatrice et CEO d'AppsTech

Rebecca Enonchong a bâti AppsTech sur un pari peu courant pour une entreprise née d'une fondatrice africaine : vendre des logiciels de gestion à de grandes organisations, sur plusieurs continents, plutôt que de rester cantonnée à un marché local.

Le modèle repose sur l'intégration et le service autour de solutions d'entreprise, un métier où la confiance se gagne contrat après contrat. Avec AppsTech Labs, la société a ajouté une activité tournée vers le développement de solutions.

Son parcours montre qu'une entreprise technologique africaine peut se positionner d'emblée sur des clients exigeants, à condition de maîtriser l'exécution et la relation client autant que le produit.

Leçon business. Viser des clients exigeants dès le départ oblige à construire une exécution de niveau international.

Sources : [AppsTech](#) ; [AppsTech Labs — Who we are](#)

ZIMBABWE • TÉLÉCOMS ET INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES

Strive Masiyiwa

Fondateur d'Econet

Strive Masiyiwa est le fondateur d'Econet, groupe né dans les télécommunications mobiles et étendu aux infrastructures numériques. Son histoire entrepreneuriale est indissociable de la question des licences : obtenir le droit d'opérer a été, au départ, aussi décisif que le réseau lui-même.

Le groupe s'est ensuite diversifié vers des activités qui prolongent le mobile : connectivité, services numériques et infrastructures. Cette trajectoire illustre la logique de plateforme : une fois l'abonné connecté, de nouveaux services peuvent s'appuyer sur la même base.

Pour les décideurs, le cas Econet rappelle que la régulation et l'accès au marché font partie intégrante de la stratégie d'entreprise.

Leçon business. Dans les secteurs régulés, l'accès au marché est une compétence stratégique à part entière.

Sources : [Econet — Strive Masiyiwa](#)

Textes originaux PanAfri, sans citation ni partenariat. Pas de photographie : droits d'image non établis.

Celles et ceux qui transforment l'économie

ÉTHIOPIE • CHAUSSURES ARTISANALES ET EXPORT

Bethlehem Tilahun Alemu

Fondatrice de soleRebels

Avec soleRebels, Bethlehem Tilahun Alemu a transformé un savoir-faire artisanal éthiopien en marque de chaussures vendue à l'international. L'entreprise mise sur la fabrication locale et des techniques traditionnelles, plutôt que sur la sous-traitance à bas coût.

Le positionnement est celui d'une marque, pas d'un simple atelier : l'histoire du produit, son origine et la qualité de fabrication font partie de la proposition de valeur. C'est ce qui permet de capter une plus grande part du prix final.

L'exemple éclaire un débat central de ce numéro : l'industrialisation ne passe pas seulement par l'usine lourde, mais aussi par des filières légères capables d'exporter des produits finis.

Leçon business. Exporter une marque plutôt qu'une matière première permet de garder la valeur sur le continent.

Sources : [soleRebels — Bethlehem Tilahun Alemu](#)

NIGERIA • FINANCE, INVESTISSEMENT, ENTREPRENEURIAT

Tony Elumelu

Fondateur et président de Heirs Holdings

Tony Elumelu dirige Heirs Holdings, société d'investissement présente dans plusieurs secteurs, dont la finance, l'énergie et les services. Il défend une doctrine qu'il nomme « africapitalisme » : le secteur privé africain doit investir sur le long terme dans le continent.

Au-delà de l'investissement, il a fait de l'entrepreneuriat un axe central à travers sa fondation, qui accompagne et finance de jeunes entrepreneurs africains.

Son approche relie deux leviers souvent séparés : le capital de long terme et la formation de nouveaux entrepreneurs, qui deviendront à leur tour des clients, des partenaires ou des cibles d'investissement.

Leçon business. Le capital local de long terme peut aussi financer la relève entrepreneuriale.

Sources : [Tony Elumelu — About](#)

Textes originaux PanAfri, sans citation ni partenariat. Pas de photographie : droits d'image non établis.

Celles et ceux qui transforment l'économie

NIGERIA • MOBILIER DE BUREAU ET AMÉNAGEMENT

Ibukun Awosika

Fondatrice de The Chair Centre Group

Ibukun Awosika a fondé The Chair Centre Group, entreprise spécialisée dans le mobilier et l'aménagement d'espaces professionnels. Un secteur peu médiatisé, mais révélateur : chaque nouvelle banque, administration ou entreprise a besoin d'équiper ses bureaux.

Le groupe s'est construit sur cette demande domestique, avec une offre qui va du produit à l'aménagement. C'est l'illustration d'une industrie de substitution aux importations : produire localement ce que les organisations achetaient souvent à l'étranger.

Son parcours montre que la croissance des services crée des marchés industriels concrets pour les entreprises qui savent s'y positionner.

Leçon business. La croissance des services crée des débouchés industriels locaux : encore faut-il produire.

Sources : [The Chair Centre Group — About us](#)

SOUDAN • TÉLÉCOMS ET GOUVERNANCE

Mo Ibrahim

Fondateur de Celtel et de la Fondation Mo Ibrahim

Mo Ibrahim a fondé Celtel, l'un des premiers opérateurs de téléphonie mobile à s'étendre dans de nombreux pays africains, à une époque où peu d'investisseurs croyaient au marché. Le pari s'est révélé décisif pour la diffusion du mobile sur le continent.

Il a ensuite créé la Fondation Mo Ibrahim, consacrée à la gouvernance et au leadership en Afrique, connue notamment pour l'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine.

Son parcours relie deux sujets que PanAfri suit de près : la connectivité, qui ouvre des marchés, et la qualité de la gouvernance, qui conditionne la confiance des investisseurs et des citoyens.

Leçon business. Les marchés que personne ne mesure sont souvent ceux que personne n'a encore servis.

Sources : [Fondation Mo Ibrahim — Mo Ibrahim](#)

Textes originaux PanAfri, sans citation ni partenariat. Pas de photographie : droits d'image non établis.

Les questions que nous allons vous poser

Questions à l'étude, sans aucun résultat à ce stade.

- Selon vous, quelle infrastructure changerait le plus votre quotidien : électricité, routes, rail, internet ?
- Votre activité professionnelle est-elle déclarée (contrat, registre, impôt) ?
- Utilisez-vous le paiement mobile au moins une fois par semaine ?
- Faites-vous confiance aux outils d'intelligence artificielle pour des démarches administratives ?
- Les ressources minières de votre pays bénéficient-elles à la population ?

Répondre aux sondages en cours : panafri.org/sondages

Comment ce numéro a été fait

Chiffres issus exclusivement de publications officielles, avec année et zone. Articles 6 et 9 : analyses éditoriales sans chiffre. Aucun contenu de ce numéro n'est un résultat de sondage PanAfri ; nos résultats d'enquête sont publiés séparément sur panafri.org/resultats. Photographies et illustrations générées, signalées comme telles ; infographies recrées d'après les sources citées.

- Banque mondiale — Afrique
<https://www.worldbank.org/ext/en/region/afr>
- BAD — Indice de l'industrialisation en Afrique 2025
<https://www.afdb.org/fr/documents/indice-de-lindustrialisation-en-afrique-2025>
- CNUCED — Africa is winning strategic investment again
<https://unctad.org/news/africa-winning-strategic-investment-again-turning-it-industry-harder-part>
- AIE — Financing Electricity Access in Africa
<https://www.iea.org/reports/financing-electricity-access-in-africa>
- GSMA — communiqué 2026
<https://www.gsma.com/newsroom/press-release/mobile-technologies-contributed-240-billion-to-africas-economy-in-2025-as-the-continent-enters-a-new-phase-of-digital-transformation/>
- BAD — communiqué du 30 septembre 2026
<https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/la-banque-africaine-de-developpement-et-lallemagne-sallient-dans-le-ferroviaire-pour-renforcer-la-connectivite-regionale-en-afrique-97189>
- BAD — communiqué du 6 octobre 2026
<https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/banque-africaine-developpement-exim-bank-tanzania-97321>
- Banque mondiale — communiqué du 19 mai 2026
<https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/05/19/world-bank-group-to-double-guarantees-for-africa-to-catalyze-investment-create-jobs>
- Premier ministre du Canada — compte rendu du 22 septembre 2026
<https://www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/comptes-rendus/2026/09/22/premier-ministre-caney-rencontre-president-de-langola-joao>